Burkina Faso : Face à face entre le président Damiba et ses prédécesseurs

Page 11



Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du lundi 11 Juillet 2022

7 jrs/7

N°1982 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

VERSION



30 millions de personnes menacées par l'insécurité alimentaire au Sahel

Page 2

Centrafrique : La Cryptomonnaie 'Sango Coin" lancée

Page 10



Grands Lacs : Le M23 ne reconnaît pas le cessez-le-feu signé entre la RDC et le Rwanda

Page 6



AFRIQUE/SAHEL

30 millions de personnes menacées par une crise alimentaire



Selon cinq agences internationales, la crise alimentaire menace 30 millions de personnes dans le Sahel, région confrontée à un défis sécuritaire dû aux exactions des groupes armés terroristes.

Eradiquer la faim semble devenir une mission impossible, avec des crises sécuritaires, climatiques et des conflits à travers le monde si l'on se réfère à une étude de l'année 2021 révélée par cinq agences internationales, sur le cas spécifique de l'Afrique notamment le Sahel.

Selon l'étude citée par Africanews, la situation est particulièrement alarmante en Afrique sub-saharienne, dans la région du Sahel où 30 millions de personnes se trouvent dans une situation de crise alimentaire ou dans la région de la corne de l'Afrique qui vit la pire sécheresse de l'histoire contemporaine.

Le constat global des personnes touchées par la faim dans le monde pour la période est estimé entre 700 et 830 millions soit 9,8% de la population mondiale soit 150 millions de plus qu'en 2019.

«Nous avons également constaté que l'extrême pauvreté et les inégalités

La suite à la page 3

AFRIQUE/SAHEL

La suite de la page 2



La Banque africaine de développement (BAD) a débloqué une aide globale de 1,5 milliard de dollars pour prévenir une crise alimentaire sur le continent africain du fait de la guerre en Ukraine

avaient considérablement augmenté, nous avons perdu l'équivalent d'une décennie en termes de réduction de l'extrême pauvreté», indique Maximo Torrero, de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. «Et bien sûr, tous les indicateurs de nutrition ne vont pas dans le bon sens.» s'est-il inquiété, selon notre source.

L'étude a également démontré que d'ici 2030, environ 670 millions d'humains devraient toujours souffrir de la faim dans le monde.

Pour l'ONG Oxfam, ce manque de nourriture n'est pas dû à un déficit global de production agricole, mais plutôt à un système alimentaire mondial profondément inégal et déséquilibré, a rapporté Africanews.

En rappel, dans le but de permettre au continent africain de résister à la crise alimentaire qui s'annonçait avec la guerre en Ukraine, la Banque africaine de développement (BAD) avait débloqué courant mai 2022, une aide globale de 1,5 milliard de dollars.

Lucien DAKISSAGA

GAMBIE

Le pays suspend l'exportation de bois



Cette espèce très demandée en Chine est au cœur du conflit en Casamance

Le gouvernement gambien a annoncé le vendredi 01 juillet 2022, par un communiqué l'interdiction de toutes les exportations de bois de rose vers d'autres pays.

Plus question de faire sortir un seul rondin de bois du pays jusqu'à nouvel ordre. Une mesure forte pour tenter une nouvelle fois d'empêcher les bois rares et en particulier le bois de rose, d'être acheminés illégalement depuis la Casamance, au Sénégal voisin.

« L'interdiction a pour but de légaliser, ou de mieux contrôler les ventes et exportations illégales de bois de rose qui sont en train d'être saisis internationalement en ce moment », déclare la ministre de l'Environnement Rohey John-Manjang, cité par RFI. Elle justifie cette mesure par le besoin d'un cadre légal plus précis pour l'exploitation.

Notons que cette nouvelle interdiction est accueillie avec scepticisme du côté des associations. Du côté de

La suite à la page 5

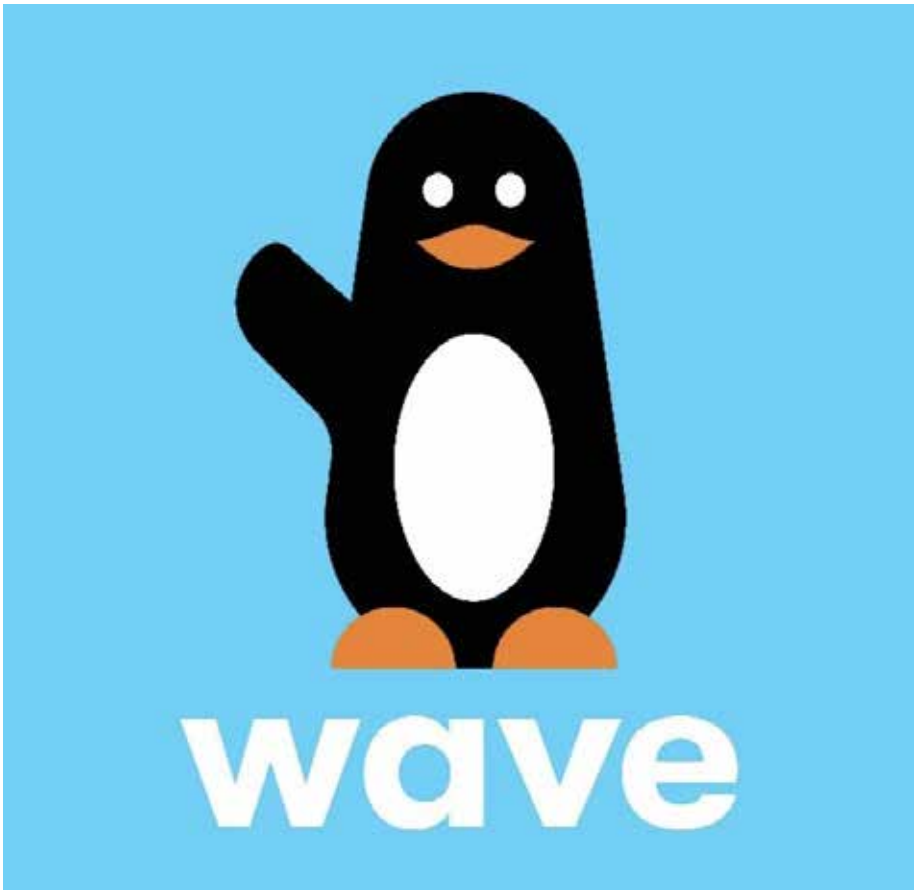
La suite de la page 4

la société civile, l'annonce est jugée encourageante, mais les précédentes interdictions poussent à la prudence. « C'est un progrès, mais en même temps, comment peut-on être sûrs que ce sera une vraie solution sur le long terme , s'interroge Maimuna Jabbie, de l'ONG Green Up Gambia. Parce qu'on voit que certains officiels sont impliqués dans l'exportation de bois, et les interdictions viennent, et puis après un moment le business reprend normalement. »

Selon un rapport de l'agence d'investigation environnementale de 2020, depuis la dernière interdiction de 2017, la Chine a déclaré pour plus de 300 000 tonnes de bois de rose exportés depuis la Gambie.

Fatimata COMPAORE

La fintech Wave obtient un financement pour renforcer ses opérations via le mobile



Outre le financement des opérations, ce soutien financier contribuera à favoriser l'essor de solutions numériques en Afrique

Wave Mobile Money S.A. a annoncé le mercredi 6 juillet 2022, avoir obtenu un financement de 90 millions d'euros d'un groupe d'investisseurs menés par la Société financière internationale (SFI).

Wave, la première licorne d'Afrique francophone valorisée à 1,7 milliard $ en septembre 2021, a obtenu un investissement conjoint de la SFI et d'autres partenaires financiers, pour renforcer ses opérations en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

Selon l'Agence Ecofin, en consultant la note d'information relative à cette actualité. Cet investissement intervient

La suite à la page 6

La suite de la page 5

9 mois après l'octroi par la SFI d'un financement de 5 millions $ à la fintech. L'opération avait été réalisée dans le cadre d'un investissement conjoint avec Partech Africa. Selon Coura Sène, directrice régionale de Wave Mobile Money pour la zone couvrant l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), cet investissement « permettra d'offrir une variété de produits financiers à des utilisateurs, et les encouragera à rester dans le secteur financier formel, tout en favorisant l'inclusion financière dans la région »

Selon la fintech, « outre le financement des opérations des deux sociétés (Wave Côte d›Ivoire et Wave Sénégal), le soutien de la SFI favorisera la mise en place d›un environnement propice au développement des services de mobile money dans la région grâce à l'offre de service de Wave, caractérisée par une grille tarifaire plus simple et des coûts de transaction réduits. Cela devrait permettre d'accroître la fréquence et la valeur des transactions et favoriser de nouvelles formes d'utilisation, en particulier parmi les clients à faible revenu ».

Notons que le nombre d'abonnés aux services financiers sur mobile a progressé en Afrique au cours des dix dernières années. Le coût des services qui a parfois freiné leur adoption est en train de chuter avec l'arrivée de nouveaux acteurs très ambitieux.

Fatimata COMPAORE

Région des Grands Lacs : Le M23 rejette le cessez-le-feu entre la RDC et le Rwanda

Les rebelles du M23 ont rejeté l'accord de cessez-le-feu entre le Rwanda, accusé d'être leur soutien, et la RDC. Pour les rebelles, étant des congolais, l'accord devrait être entre eux et les autorités congolaises et non pas avec le Rwanda. Cela "n'engage pas le M23", a déclaré jeudi à l'AFP le porte-parole du mouvement rebelle.

«Nous sommes des Congolais, pas des Rwandais. S'il y a un cessez-le-feu, cela ne peut être qu'entre nous et le gouvernement congolais», a indiqué Willy Ngoma, porte-parole du M23, mouvement dont la résurgence dans l'est de la RDC a provoqué les tensions actuelles entre la RDC et le Rwanda.

La suite à la page 7

RDC

La suite de la page 6



Le jeudi 07 juillet, au lendemain de l'accord signé entre le Président congolaise Félix Tshisekedi et Paul Kagame à Luanda, des affrontements ont opposé les forces armées de RDC (FARDC) aux rebelles du M23, qui se sont emparés d'une localité du territoire de Rutshuru, Kanyabusoro, a rapporté l'AFP qui cite plusieurs sources concordantes. Accusé d'être les auteurs de cette attaque, les rebelles ont apporté un démenti formel indexant à leur tour les forces armées congolaises de l'avoir attaqué.

Le M23, ou «Mouvement du 23 mars», est une ancienne rébellion à dominante tutsi vaincue en 2013 qui a repris les armes en fin d'année dernière, en reprochant à Kinshasa de ne pas avoir respecté des accords sur la démobilisation et la réinsertion de ses combattants. Kinshasa accuse Kigali de soutenir cette rébellion, ce que le Rwanda conteste, rappelle notre source

Lucien DAKISSAGA

BURKINA FASO

Réconciliation nationale: Le MRB préconise la justice préalable



Monique Yéli Kam, la présidente du Mouvement de Renaissance du Burkina (MRB)

Le Mouvement pour la Renaissance du Burkina (MRB) a tenu un point de presse dans la matinée du vendredi 8 juillet 2022 à Ouagadougou. La dégradation de la situation sécuritaire du pays a largement été évoquée au cours de ce rendez-vous avec les hommes de médias.

Le Burkina Faso, pays jadis stable, vit depuis sept ans une crise sécuritaire sans précédent. Les attaques terroristes meurtrières sont quasi quotidiennes. C'est dans ce contexte qu'en fin janvier dernier une junte militaire dirigée par le Lieutenant-colonel Paul Damiba a perpétré un coup de force, mettant ainsi fin au règne du président Roch Kaboré. Pour le Mouvement pour la Renaissance du Burkina, les autorités actuelles ne semblent pas faire mieux que leurs prédécesseurs dans la lutte contre le terrorisme. « Depuis cinq (5) mois de la prise de pouvoir par le MPSR, force est de constater que la situation sécuritaire se détériore, se complique et la déception gagne les populations. Le peuple appelle le

La suite à la page 9

BURKINA FASO

La suite de la page 8



Le président du Faso Paul Damiba a été interpellé sur sa gestion de la crise sécuritaire

Président de la transition, le *Lieutenant Colonel Paul-Henri Sandaogo DAMIBA, diplômé de l'école de guerre, à gouverner dans la Vérité conformément à la prise de ses responsabilités dans son discours du 24 janvier 2022* », fait remarquer Monique Yéli Kam, présidente du MRB.

Rompre les accords militaires avec la France

A l'entendre, les dirigeants actuels pour faire efficacement face à l'hydre terroriste doivent réunir plusieurs conditions. Parmi elles, la mise en place d'une armée unie et de qualité, la préparation du peuple à la guerre contre le terrorisme, la relecture des accords de partenariat de défense et de coopération militaire conclus avec la France, a-t-elle cité. Sur ce dernier aspect, la conférencière indique que l'arrimage du pays des Hommes intègres à la France pour lutter contre l'insécurité représente, selon elle, un obstacle à la souveraineté de l'armée burkinabè. Le peuple burkinabè exige un bilan sincère et vrai des accords établis avec la France en indiquant les forces et faiblesses, les limites, contraintes et menaces. « A l'instar de son homologue du pays voisin, le peuple burkinabè exige du président de la Transition de reconnaître publiquement la responsabilité de la France dans la dégradation de la situation sécuritaire au Burkina Faso », a-t-elle insisté.

La suite à la page 10

La suite de la page 9

Sauver la nation face au péril terroriste

Le 29 juin dernier, les chefs coutumiers du pays ont donné de la voix en invitant les Burkinabè à être des vecteurs de paix et de cohésion sociale. Abordant ce sujet, la présidente du MRB, Monique Yéli Kam a salué l'initiative tout en déplorant sa venue un peu tardive. Concernant le débat en cours sur la réconciliation nationale, l'oratrice principale affirme toute son adhésion au principe mais se dit attachée au triptyque "vérité-justice-réconciliation". A l'en croire, le non-respect de ce schéma contribue à faire croire que les autorités actuelles ont pris le pouvoir pour restaurer un ordre ancien ou pour fouler aux pieds l'appareil judiciaire. Avant de clore son propos, Monique Yéli Kam a lancé un appel au peuple burkinabè à se mettre en ordre de bataille pour la survie de la nation face au péril terroriste.

Abdoul Karim TAPSOBA

La cryptomonnaie 'Sango Coin' lancée



La chute vertigineuse des cours n'a pas empêché la Centrafrique de lancer sa propre cryptomonnaie. La République centrafricaine a lancé officiellement le dimanche 3 juillet 2022, le « projet sango ».

Selon RFI, la valeur du sango serait garantie par les multiples ressources minières centrafricaines. Les partisans du projet affirment qu'il permettra de faire entrer des capitaux dans le pays, et d'investir massivement dans les infrastructures.

Avec l'argent des investisseurs, le « projet sango » transformerait l'île des Singes, située face à la capitale sur la rivière Oubangui, en « île de la crypto » : une zone franche sans taxes où palaces, casinos, grand stade et parc aquatique verraient le jour.

Notons que cette initiative fait suite à l'adoption du bitcoin comme monnaie légale par le pays en mai,

La suite à la page 11

La suite de la page 10

qui n'est que le deuxième pays, après le Salvador, à adopter le bitcoin comme monnaie légale. «Sango signifie la langue de l'argent et de la richesse. La crypto-monnaie aide les pauvres à prendre le contrôle de leurs investissements», a déclaré le président Touadéra.

«Le potentiel minier centrafricain offre des opportunités d'investissement pour tout investisseur. Disposant d'un vaste ensemble géologique qui couvre 32 substances minérales contenant 470 indices de minerais. Le projet Sango facilitera la tokénisation des ressources», explique, optimiste, Rufin Bénam Beltoungou, le ministre centrafricain des Mines et Géologie.

Pour Lorenzo Ganazoui, économiste centrafricain, le Sango n'est pas la meilleure réponse face à la conjoncture actuelle.

Fatimata COMPAORE

Rencontre Damiba anciens chefs d'états : Le président du Faso appelle à une synergie d'actions pour préserver la patrie



Le président la transition en compagnie des deux anciens chefs d'état (en veste)

La rencontre des anciens Chefs d'État avec le président de la transition, Paul Henri Sandaogo Damiba, s'est tenue le vendredi 8 juillet au Palais de Kosyam. Il s'agissait pour eux de trouver des solutions pour renforcer le vivre-ensemble et la lutte contre le terrorisme.

Ont pris part à cette rencontre qualifiée de haut niveau l'ancien président Blaise Compaoré, Jean Baptiste Ouédraogo et le président de la transition, Paul Henri Sandaogo Damiba. Pour des raisons diverses Rock Marc Christian Kaboré, Yacouba Isaac Zida, Michel Kafando étaient absents. À l'issue de la réunion, devant la presse,

La suite à la page 12

BURKINA FASO

La suite de la page 11



le Président de la transition a d'abord situé le contexte de la rencontre. « L'initiative de la rencontre avec leurs excellences les anciens Chefs d'Etat poursuit un et unique objectif qui est la recherche de la cohésion sociale au regard de la situation difficile que traverse notre patrie » a-t-il précisé.

Pourtant, cette démarche n'a pas été accueillie à l'unanimité par l'opinion nationale. Certaines voient plutôt une parade pour faire revenir l'ancien président Blaise Compaoré sans passer par la case prison. En exil en Côte d'Ivoire depuis 8 ans, l'ancien président Compaoré a été condamné à perpétuité dans le procès de l'assassinat de Thomas Sankara et ses douze compagnons . En réponse, le président du Faso a invité les Burkinabè à garder raison car dit-il, « l'urgence de la préservation de l'existence de notre patrie commande une synergie d'actions qui ne nous autorise pas à nous donner le luxe de perdre le moindre temps dans la polémique ».

A tous ces Burkinabè qui se sont exprimés en défaveur de cette démarche, « nous leur disons que le processus n'est pas fait pour consacrer l'impunité mais pour contribuer à la recherche de solutions pour un Burkina Faso de paix et de cohésion », a-t-il soutenu.

Selon le Lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo DAMIBA, seul l'unité entre les filles et les fils du pays pourrait permettre aux FDS d'engranger des victoires sur le champ de bataille. À ce propos, il a souligné que « des dispositions seront d'ores et déjà prises pour poursuivre en bilatéral les concertations avec les anciens Chefs d'Etat qui n'ont pas pu participer à la présente rencontre». Le président Damiba a laissé entendre que Michel KAFANDO était absent pour des raisons de santé, Yacouba Isaac ZIDA pour des raisons administratives et Roch Marc Christian KABORE, empêché physiquement d'y participer par certains de ses sympathisants qui ont bloqué son domicile durant toute la journée du vendredi.

Lucien DAKISSAGA

ANNONCE



AVIS DE RECRUTEMENT



Le Groupe OTC souhaite recevoir des candidatures pour le renforcement de ses effectifs dans les domaines suivants : **Marketing, Communication et Gestion Commerciale**.

Profil : être titulaire d'un diplôme de niveau Baccalauréat + 2 dans les domaines suivants : communication, économie-gestion, marketing, gestion commerciale ou domaine connexe. Justifier d'une expérience professionnelle minimale ou avoir déjà fait un stage dans une entreprise ou une administration dynamique, maitriser l'outil informatique, avoir une bonne connaissance des outils du travail digitalisé et de l'usage des réseaux sociaux, être disponible pour le travail, pouvoir travailler sous pression, apte à atteindre ses objectifs en toute circonstance, être de bonne moralité…

Dossier à fournir : CV (avec photo récente), lettre de motivation et autres documents (diplômes, attestations des expériences professionnelles ou stages) adressées à Monsieur le Coordonnateur de OTC à envoyer uniquement par mail à l'adresse **recrutement@otc.bf** au plus tard le **15 juillet 2022**.

Procédure de recrutement: sélection sur dossier suivi d'un entretien.

NB: *seulement les dossiers complets et conformes à la présente annonce seront traités.*



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Nigeria : les petites mains du trafic de pétrole artisanal



Selon RFI, dans les régions pétrolifères du sud du Nigeria, une économie parallèle s'est structurée autour du vol de pétrole et du raffinage illégal. Dans un pays où le chômage est endémique et touche durement les jeunes, ces trafics font vivre de nombreuses familles. Les bateaux à moteur croisent les embarcations des pêcheurs et les gigantesques tankers, sur le delta du Niger et certains transportent des passagers ou des marchandises, légales ou illégales, a relaté notre source.

Nigeria : libération des pères Udo et Philémon



Enlevés le 2 juillet dans l'État d'Edo, dans le sud-ouest du Nigeria, les pères Udo Peter et Philemon Oboh ont été libérés, le mercredi 6 juillet 2022, par les forces de l'ordre, a rapporté Aleteia. L'enlèvement des prêtres intervenu quelques jours après le meurtre du père Christopher Odia, prêtre du diocèse d'Auchi, dans ce même État, faisait craindre pour leur vie.

Nigéria : rejet des diplômes ukrainiens d'enseignement à distance



Le message du conseil médical du Nigéria n'aurait pas pu être plus cruel pour l'étudiant Moses Damilola Fehintola, a indiqué BBC. Après avoir été piégé par la guerre en Ukraine au début de l'année, c'est avec soulagement qu'il s'est échappé et a pu poursuivre son diplôme de médecine en ligne. Mais un jour, un message WhatsApp en lettres capitales a sonné sur son téléphone, lui annonçant que ses diplômes d'enseignement à distance ne seraient finalement pas reconnus, a déploré notre source.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Nigeria : un révérend et deux de ses fils tués dans le nord-est



Le gouverneur de la région d'Adamawa, Ahmadu Fintiri, a condamné l'attaque par des hommes armés contre le domicile du révérend Daniel Umaru, de l'église EYN ou église des Frères (Eklesiya Yan'uwa A Nigeria), dans le village Njairi, à Mubi, a rapporté Sahel Intelligence. Les hommes armés qui avaient tiré sur le pasteur, ont également tué deux de ses fils et kidnappé sa fille de 13 ans. Le gouverneur a réitéré l'engagement du gouvernement à lutter contre la criminalité sous toutes ses formes, y compris la menace posée par les ravisseurs, a précisé notre source.

CAN 2022 Féminine : le Cameroun en quarts, le Togo éliminé



L'équipe du Cameroun a validé son billet pour les quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations féminine (CAN 2022), le 9 juillet 2022, à Casablanca, dans le groupe B de la CAN 2022, a relaté RFI. Les Camerounaises ont battu 2-0 des Tunisiennes également qualifiées. Les Togolaises, en revanche, écartées 4-1 par des Zambiennes premières au classement et qui défieront le Sénégal, sont éliminées du tournoi.

RCA : demande de libération du Français Rémy Quignolot



En Centrafrique, Michel Thierry Atangana et son association demandent la libération du Français Rémy Quignolot, emprisonné, sans procès, depuis 14 mois en Centrafrique, a indiqué RFI. Lui-même incarcéré sans motif pendant 17 ans au Cameroun, il se consacre désormais à la défense des personnes détenues de manière arbitraire.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
contact@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com
Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Rédacteurs en Chef Délégués
Leylatou TIENDREBEOGO

Equipe de rédaction
Roseline BADO
Leylatou TIENDREBEOGO
Fatoumata COMPAORÉ
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Augustin NIKIEMA
Fiakofi KOSSI
Nang-Yanan RAOUL
Abdoul Karim TAPSOBA
Lucien DAKISSAGA

Équipes de montage
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Francis KOMBOÏGO

Distribution
www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 64 20 00 26

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viapresse.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE

TOUCHEZ PLUS D'UN MILLION DE LECTEURS POUR VOS

PROFITEZ
DE NOS TARIFS
PROMOTIONNELS

☑ Publicités

1 page
à 59.000 FCFA
TTC
105 Euros
100 $ USA

☑ Annonces

☑ Publi-Reportages

☑ Communiqués

DIFFUSION
Kiosques numériques
Ebook
Web
Newsletter
WhatsApp
Telegram
Signal
Facebook

☑ Couvertures médiatiques

Notre audience est ici et partout ailleurs

Contactez-nous : 00226 70210208 / 0033 644 670000
001 (206) 800-0070 / contact@sc-mail.info

MARCHE DE L'IMMOBILIER



MARCHE DE L'IMMOBILIER



MARCHE DE L'IMMOBILIER

